

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 03/03/2023

Introduction

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

L'UFE est favorable aux modalités proposées.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Il n'est pas pertinent compte tenu de l'évolution des puissances des véhicules électriques et des bornes de recharge qui vont croître. De plus, la modification des paliers existants créerait une spécificité IRVE dans l'habitat collectif et induirait des développements dans les outils informatiques, générant des coûts pour les GRD et des délais de mise en œuvre importants.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

L'UFE considère que le coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques n'est pas adapté à l'usage.

Enedis engage prochainement une concertation sur ces règles de dimensionnement au sein de la Commission d'Utilisation du Réseau de Distribution d'Electricité et pourra ainsi proposer à la CRE des règles intégrant l'avis des parties prenantes.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

L'échantillon présenté dans le document de référence de la CRE paraît réduit pour calculer les seuils plancher et plafond.

Les seuils planchers sont à minimiser afin de préserver la compétitivité du modèle de colonne horizontale. A contrario, le plafonnement se révèle indispensable pour garantir la viabilité des projets.

L'introduction de ce seuil plancher conduit à rehausser artificiellement la part à la charge de l'utilisateur final, sans considération du coût réel de l'infrastructure et en dépit de l'esprit de la loi qui vise à lever les freins à l'équipement des parkings d'immeubles en bornes de recharge. Par ailleurs, un seuil plancher trop élevé aura pour

conséquences une atteinte au libre choix des utilisateurs et le transfert des affaires les plus complexes et onéreuses vers les GRD – ce qui ne sera pas sans impact sur le TURPE et sur le niveau du plancher s'il était revu par la suite.

L'UFE propose ainsi la définition d'un couple initial plafond / plancher avec un seuil plancher abaissé par rapport aux premiers résultats présentés par la CRE, de telle sorte que 10% des affaires les moins onéreuses soient concernées par le plancher. L'UFE propose également d'y associer une clause de revoyure après une année de mise en œuvre du dispositif, afin de se baser sur le retour d'expérience d'un nombre d'affaires conséquent réalisées par les GRD. Ensuite, il serait possible de revoir la méthode, afin d'éviter un renchérissement mécanique du seuil plancher.

L'UFE soutient l'idée de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur et extérieur) afin d'établir une contribution en adéquation avec la réalité des coûts de travaux à engager.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

L'UFE estime que les niveaux de seuils planchers proposés pour la solution publique sont trop élevés, voire décourageants pour le consommateur.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

L'UFE soutient la proposition de la CRE de ne pas financer via le TURPE les surcoûts provoqués par l'amiante.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

L'UFE ne partage pas la nécessité de réaliser un suivi régulier et spécifique uniquement pour les colonnes horizontales déployées par les GRD. En effet, la performance des GRD fait déjà l'objet d'un suivi régulier de la part de la CRE. Un tel dispositif serait donc redondant.

Pour autant, le suivi du déploiement des infrastructures de recharge en copropriété est un enjeu majeur pour le développement de la mobilité électrique. Si un suivi devait être envisagé, il devrait intégrer l'ensemble des solutions techniques installées – publique et privées. Dans cette perspective, ce suivi devrait être assuré par un acteur public tiers et pourrait, notamment, être utile dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques en faveur de la décarbonation des transports et la transition écologique.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?



L'équipement des immeubles résidentiels en infrastructures de recharge doit s'amplifier considérablement pour accompagner le développement de la mobilité électrique. Il est donc important pour la collectivité de déployer les infrastructures au bon niveau, et d'assurer que le cadre réglementaire et régulateur concourent efficacement à cet objectif.

Il est essentiel de se conformer à l'esprit de la loi Climat et Résilience, qui prévoit que chaque copropriété est libre à choisir la solution technique et les modalités de financement répondant à ses besoins. Aucune entrave ne doit être faite à la préservation de cette liberté de choix.

A cette fin, l'UFe rappelle l'importance de fixer un seuil de plancher le plus bas possible afin d'éviter la pénalisation du choix des utilisateurs ou futurs utilisateurs de véhicules électriques. Il est important que l'écosystème de la mobilité électrique coopère pour le développement de la mobilité électrique.